Derrière l'arbre Biopolis, la forêt des nécro-technologies

En février 1989, le Centre de Culture Scientifique et Technique, qui n'était pas encore Industrielle (CCSTI), accueillait une exposition sur la génétique et les biotechnologies intitulée "Maîtriser la vie". C'étaient des temps naïfs où la nécro-propagande affichait clairement ses buts de guerre.

Plus sournoisement, le cycle de conférences 2001-2002 se présente sous le titre de "La génétique en questions", dans le cadre d'un vaste programme "Génome, mode d'emploi", comprenant une "Ecole de l'ADN" et une expo itinérante dans l'agglo, afin que nul ne soit épargné.

Las, ce plat détournement de Pérec *("La vie, mode d'emploi")* trahit les intentions de ses auteurs au moment même où ils croyaient les couvrir d'une formule plaisante. Quand Pérec dans son livre se fait l'ironique greffier de cette dérision à quoi l'on réduit nos vies, les réducteurs, eux, par leur titre et leur affiche (un bébé en pièces détachées) livrent leur projet de "meccano de la vie" et d'homme-machine, standard, contrôlable et si réussi qu'il ne lui manque plus que la parole pour paraître humain.

Le 19 décembre 2001 Jean-Luc Darlix, directeur du laboratoire de Virologie Humaine à l'ENS de Lyon, nous a ainsi confié tout le mal qu'il pensait du "principe de précaution". Ce que ni lui ni le CCSTI n'ont dit, c'est qu'il était aussi conseiller scientifique de Transgène SA, société "biopharmaceutique" cotée au Nasdaq. Ce qui lui donne une vision toute objective des *bénéfices* de la thérapie génique, et explique son impatience à lancer de nouveaux produits sur le marché.

Ce mois-ci (21 février 2002), c'est un conteur barbu, Jean-Jacques Lawrence, qui vient narrer ses "Histoires de génomes". Nous lui offrons en guise d'exergue cette citation d'un père du génie génétique, qui respire la noblesse et le désintéressement scientifique : *"Mais il faut* gagner la course*, et cela ne peut se faire dans l'angélisme, ni dans l'amateurisme. L'attitude qui permet la découverte, c'est l'esprit de compétition..."* (James D. Watson, *La double hélice*).

Fidèle à ses dissimulations, le CCSTI nous présente son orateur sous l'étiquette "Recherche et Enseignement" (directeur d'unité INSERM, directeur de l'Institut Albert Bonniot à l'Université Joseph Fourier), omettant soigneusement son implication dans Biopolis, un projet qui fait couler des nuages d'encre ces temps-ci. Sans doute pour le rendre obscur et embrouiller la vue aux simples citoyens, ce qui nous oblige à un retour en arrière pour ceux qui auraient manqué les épisodes précédents.

Biopolis, c'est le nom choisi par le techno-gratin pour cette "pépinière de jeunes entreprises dédiées aux industries du vivant et de la santé" : des tartes-up de biotechnologies, quoi. Concrètement, il s'agit de bâtir deux étages de laboratoires sur les ruines d'un garage au site Ricou, à La Tronche, afin d'y héberger lesdites tartes-up, en attendant que ces techno-prédateurs volent de leurs propres ailes. Bref, du classique. 6,1 millions d'euros d'investissement *public*, répartis entre la Métro, le Conseil Général et la Région Rhône-Alpes, pour générer des profits *privés*. Et bien sûr, sans que le simple citoyen n'ait eu le moindre mot à dire.

Pour accoucher de ce Biopolis, se forme en mars 2000 une Association pour le Développement des Biotechnologies dans l'Agglomération Grenobloise (ADEBAG) présidée par Claude Feuerstein, patron de l'Université Joseph Fourier, qui rassemble le CHU de La Tronche, le Commissariat à l'Energie Atomique, l'INPG, l'Université Pierre Mendès-France, la CCI, et des membres associés tels que l'INSERM, l'INRA, le CEMAGREF et – curiosité locale – le Centre de Recherche du Service de Santé des Armées (CRSSA), avec son laboratoire P3 et cette typique dévotion militaire aux "sciences du vivant".

L'ADEBAG sécrète quatre groupes de travail : l'inévitable "Commission d'éthique" qui signale désormais à l'attention des plus niais la nocivité d'une activité, un "Comité de développement", un groupe "Propriété industrielle", et le Centre d'Excellence en Biotechnologie de l'Agglomération Grenobloise (CEBAG), précisément dirigé par Jean-Jacques Lawrence, notre papy-génome, qui œuvre à la "valorisation des projets". A la transformation de recherches en *royalties*, via des soins nourriciers. *"Des recherches qui valent de l'or"*, comme on salive à l'Université Joseph Fourier. *"Mes brevets valent de l'or"*, confirme le jeune patron de MicroVitæ Technologies, invité à témoigner lors d'une réunion de l'ADEBAG. Et tout cet or fournit à la fois le mobile et le nerf de cette guerre au vivant qui se mène sous l'enseigne des "biotechnologies". Ainsi la loi Allègre (12 juillet 1999) sur "l'Innovation et la Recherche" encourage sans vergogne cette rapacité scientifique. *"Avec cette loi ça devient gratifiant pour un laboratoire de sortir des projets"*, opine-t-on à l'Université Joseph Fourier ; tandis que l'Université Pierre Mendès-France s'affaire à la création d'un DESS BioTech de Co pour former les futurs requins du bio-commerce.

Et bien sûr, tous ces chercheurs d'or qui piochent sur fonds publics se ruent sur les filons rentables, les plus immédiatement profitables à la techno-industrie, qui, par une admirable coïncidence, sont aussi les plus immédiatement nuisibles aux simples citoyens. OGM civils et militaires, bio-puces et traçabilité des individus, eugénisme, adaptation via les thérapies géniques à un environnement pathogène (sites Seveso, trafic routier, déchets nucléaires, malbouffe, stress et maladies du travail, etc) plutôt que suppression de ce dernier. Ainsi est-ce la pharmacie qui constitue pour l'instant le gros marché des biotechnologies. Et la meilleure part de ce marché, c'est le cancer, dont les médicaments issus des biotech devraient selon le ministère de la Recherche représenter un quart d'ici quelques années. De ce même cancer dont le progrès foudroyant dans des classes d'âges de plus en plus jeunes est lié aux ravages de notre environnement par cette même techno-industrie (cf *L'Ecologiste* n°1, oct 2000).
Cependant que crèvent les victimes africaines du sida parce que les charognards des labos leur interdisent la production de médicaments génériques qui réduirait la rentabilité de leurs brevets.

Que fera-t-on à Biopolis ?
Dans sa communication (sa pub, c'est-à-dire), l'ADEBAG claironne toute la quincaillerie (imagerie, télé-médecine, chirurgie assistée par ordinateur) pour noyer les entreprises de manipulations génétiques (thérapie génique, transgenèse animale et végétale, bio-matériaux, bio-puces, et micro-organismes génétiquement modifiés). Interrogé sur les risques de Biopolis, Claude Feuerstein répond suivant les jours et les interlocuteurs que seuls 40 %, 30 %, 20 % des projets *"pourraient poser problème"*. Pourcentages grotesques, car n'y eût-il *qu'un projet* qui "pose problème", aucune "valorisation" ne pourrait égaler le risque d'un Tchernobyl biologique. Mais dans son mépris du simple citoyen, le techno-gratin ne se soucie même pas de soigner ses mensonges, tant celui-ci ne demande au fond qu'à être rassuré.
Contrairement à ce qu'ont affirmé les illettrés de Cap 21, qui ne savent pas plus lire un article que le recopier correctement, il n'y aura pas de laboratoire P3 à Biopolis. Et pour cause : les locataires de cet "hôtel d'entreprises" auront accès à celui de l'Institut Jean Roget ("animalerie transgénique et pathogène"), comme sans doute à ceux

du CRSSA ou de l'Institut de Biologie Structurale. Voilà ce que Claude Feuerstein nomme dans son *"Projet Biopolis"* (18/09/01) : *"Un environnement porteur à fort potentiel"*.

Parmi nos sujets de dégoût, on comprendra que le moindre concerne l'implantation de Biopolis sur un site inondable, en zone d'éboulement et d'activité sismique : *"une zone d'aléa fort où la hauteur d'eau pourrait être supérieure à 1,50 m et où la vitesse du courant pourrait dépasser 1 m/s"* selon l'avis de la DDE joint au permis de construire de Biopolis. Permis néanmoins signé à la sauvette par l'adjointe au maire de La Tronche le 27 décembre 2001.
Sans doute faut-il signaler l'insistance de Max Micoud dans le *Daubé* du 15/11/00 pour que la Métro achète le site Ricou à proximité *des "espaces de santé que sont les hôpitaux, la faculté de médecine, le Centre de Recherche des Armées, le campus..."* afin d'y édifier *"un tremplin pour les biotechnologies grenobloises"*. Mais finalement, si l'on y tolère d'autres labos, et en particulier le CRSSA, pourquoi y interdire Biopolis ? Et si l'on tolère le CRSSA et Biopolis où que ce soit, il est bien congru que l'instinct de mort les implante au pire endroit possible.
Notons cependant pour l'édification du Conseil Municipal de La Tronche, qui doit recevoir Claude Feuerstein le 18 mars 2002, que celui-ci dans son *"Projet Biopolis"* déjà cité, envisage de doubler la surface au sol construite *"lorsque le PIG (plan d'inondation) sera levé autour de 2005-2007."* C'est-à-dire que ne pouvant modifier le risque, lui et ses acolytes de la Métro prévoient déjà d'en modifier la définition.

"Biopolis, le projet de tous les dangers ?" s'interrogeait le *Daubé* du 14/02/02. Pour nous ce n'est pas l'accident (si prévisible qu'à peine mérite-t-il ce nom) qui constitue le danger de Biopolis, mais bien son fonctionnement régulier. L'asservissement aux bio et aux nano-technologies (Biopolis, Minatec, Nanobio), la fusion des technologies de contrôle de types organiques et électroniques - ce que n'avaient cauchemardé ni Orwell ni Huxley - la fusion des décideurs politiques (Migaud, Micoud, Destot, Fioraso, Kermen), économiques (Fellat-Pinet, tartes-up), scientifiques (Feuerstein, Therme, Brunet, etc) au sein d'une caste de techno-prédateurs qui peuvent tout ce qu'il veulent ; et nous, techno-serfs : rien.
C'est à ces aspects que nous consacrerons nos prochaines livraisons (abonnez-vous gratis à la veille événementielle sur les biotech grenobloises en écrivant à : attilaleroideshuns@hotmail.com).

Simples Citoyens
21 février 2002